

Que veut Mel Hurtig?

Monsieur,

La lecture de l'article «Assez partagé: il est temps de diviser», paru sous la signature de Mel Hurtig dans le numéro spécial de *Perspectives internationales* sur le Bicentenaire des États-Unis, a fait surgir dans mon esprit quelques questions dont j'aimerais vous faire part. Comment l'auteur peut-il voir «une assurance qui s'affirme» dans l'attitude qu'adoptent aujourd'hui les Canadiens, tout en nourrissant une crainte presque panique de voir le «pays de la colonisation industrielle par excellence» être acculé à la faillite en raison de ses «relations économiques désastreuses avec les États-Unis»? «Nous sommes tout simplement incapables de régler la note», se plaint-il. Pauvre Canada!

Hurtig s'inquiète d'abord et avant tout de l'hémorragie de capitaux en direction des États-Unis sous forme d'intérêts, de dividendes et de «frais d'administration». Parallèlement, il s'insurge contre le fait que les entreprises sous contrôle étranger ont l'audace de réinvestir au Canada une partie de leurs bénéfices. *Mais que veut-il au juste?* Ces entreprises devraient-elles rendre la situation commerciale du Canada encore plus précaire en rapatriant la totalité de leurs bénéfices, ou accroître la mainmise étrangère sur l'industrie canadienne en y insufflant ces nouveaux capitaux?

Si Hurtig s'était soucié de garder les choses en perspective, il parlerait de pourcentages plutôt que de dérouter le lecteur à coups de milliards. Ignore-t-il donc les notions de croissance, d'inflation? On ne peut nier qu'à l'heure actuelle, les sorties de capitaux sous forme d'intérêts et de dividendes sont énormes. Il importe cependant de mentionner qu'elles ont diminué par rapport au produit national brut (PNB) du Canada, pour passer de 2,6 p. cent en 1950 à 1,7 p. cent en 1975; avant 1930, elles représentaient plus de 4 p. cent du PNB. Le coût des investissements étrangers a bien sûr augmenté, mais à un rythme moins rapide que notre capacité de paiement.

Parallèlement, tout en continuant à augmenter en termes de dollars, les investissements américains dans l'économie canadienne ont perdu de leur importance tant par rapport à l'ensemble des investissements étrangers au Canada (de 84,3 p. cent en 1955, ils n'en représentaient plus que 79,4 p. cent en 1973) qu'au regard de notre PNB (ils sont passés de 27,5 p. cent en 1960 à 21,9 p. cent en 1973). Quant aux investissements des sociétés (établissements financiers non compris), les Américains ont perdu du terrain puisqu'ils n'en contrôlaient plus que 27 p. cent en 1975, par rapport à 29 p. cent en 1969.

Hurtig reproche au gouvernement canadien de continuer à favoriser la croissance de la mainmise étrangère en encourageant activement les «investissements étrangers directs». N'a-t-il donc pas remarqué que les investissements directs faits au Canada ont enregistré une baisse phénoménale? En fait, les sorties de capitaux ont atteint 205 millions de dollars au Canada en 1975, et l'on s'attend à ce que ce chiffre soit doublé en 1976.

Comment Hurtig en est-il arrivé à la conclusion que le Conseil économique du Canada a ignoré «le retard de 22 p. cent de notre industrie «canadienne» sur la productivité du secteur secondaire américain»? Ce chiffre de 22 p. cent a été établi et rendu public par le Conseil lui-même, dont les travaux ont surtout visé dernièrement à trouver des moyens de combler ce retard. Hurtig aurait intérêt à lire des documents comme *Au-delà des frontières*, étude dans laquelle le Conseil tente de définir les différentes options commerciales qui s'offrent au Canada. Je constate avec soulagement que l'auteur ne va pas jusqu'à proposer d'augmenter les tarifs déjà suffisamment élevés que nous ont légués des générations d'économistes nationalistes, et dont la présence explique dans une certaine mesure la mainmise étrangère sur l'industrie canadienne de fabrication, le syndrome du modélisme et la faible productivité que Hurtig déplore fortement, et à bon droit. Mais pourquoi n'approuve-t-il pas la politique de libre-échange préconisée par le Conseil pour accroître la productivité? Ou du moins, pourquoi ne nous donne-t-il pas sa recette personnelle pour accroître l'efficacité nationale, dont l'augmentation est essentielle selon lui?

La plupart des chiffres cités par Hurtig correspondent assez bien à la vérité. La situation n'est pas aussi désespérée que le laissent supposer les données choisies dans un but manifeste, mais il faut bien reconnaître que le Canada se trouve aux prises avec un très grave problème de balance des paiements. On ne peut nier non plus que des non-résidents, pour la plupart américains, contrôlent environ 10 p. cent de l'ensemble des richesses canadiennes et près du tiers du monde des affaires au Canada. Là où Hurtig pêche par omission, c'est en n'exposant pas les raisons pour lesquelles il semble croire que toutes les tribulations économiques du Canada proviennent de l'ampleur de la mainmise étrangère.

Je profite de l'occasion pour formuler quelques observations et apporter des précisions au sujet de l'article que j'ai signé dans ce même numéro, sous le titre «De la bienveillance du voisin américain». Le lecteur aurait dû y trouver la mise au point suivante:

«Les interviews ont été effectuées dans le cadre de l'étude de l'image internationale que projette le Canada, dirigée par Roddick Byers, Thomas Hockin, David Leyton-Brown et moi-même. J'ai fait personnellement les interviews dans les capitales étrangères ainsi que plus de la moitié de celles qui ont eu lieu à Ottawa. Les conclusions préliminaires exposées ici n'engagent en rien mes collègues et pourraient être modifiées après analyse plus approfondie.»